

ures Départs TANGER

Bateau Ship Buque	Poste Berth Atrque	Depart Departure Salida	Remarque Remarks Observaciones
IBN BATOUTA		13:30	
NIXE 2		13:30	CANCELADO
ATLAS		13:30	
ALCANTARA		14:30	CANCELADO
BANASA		15:00	
TANGER JET		17:00	CANCELADO
LE RIF		17:00	
ALMANSOUR		17:30	



Photo: AFP

MAROCAINS RÉSIDANT À L'ÉTRANGER

Nos émigrés en détresse

À l'heure où le G20 tente de gérer la crise qui frappe l'Europe, la communauté marocaine de l'étranger lance un SOS aux autorités du Royaume. De tout le Vieux Continent, c'est surtout en Espagne que le chômage de masse gagne les MRE. L'enjeu économique est de taille pour le Maroc, qui compte sur leurs transferts de devises. Quel rôle doit-il jouer pour prévenir un éventuel retour massif des MRE?

Par Najat Sghyar

Des rives tangéroises, on peut apercevoir les montagnes espagnoles se voiler dans la brume. C'est un Eldorado qui tente de cacher sa dorure craquelée, c'est un mythe qui honteusement se brise. Outre-Gibraltar, le Royaume d'Espagne semble sur le point de capituler face à la crise. En bons voisins, les marocains n'osent pas se réjouir, surtout que leurs compatriotes expatriés y représentent la deuxième communauté étrangère: près de 783.000 Marocains résident actuellement en Espagne, dont une grande partie, chair à canon économique, figure aux premiers rangs du front.

Le Royaume Chérifien a dépêché son ministre chargé des Marocains Résident à l'Étranger (MRE), Abdellatif Maâzouz, pour jauger l'ampleur des dégâts. Fin mai, il parcourt pendant trois jours les villes espagnoles, s'entretenant tantôt avec les politiques locaux, tantôt avec les associations représentant la diaspora marocaine. A Rabat, un séminaire est organisé par le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger (CCME) pour mettre la lumière sur la gravité de la situation, pour provoquer le débat et la réaction des autorités.

Car le Maroc ne peut pas ignorer ses sujets d'Outre-mer, véritables pépites d'or qui chaque année, renflouent les caisses de l'État en transférant leurs deniers européens à leurs proches restés au pays. Surtout que la situation en Espagne ne va pas en s'améliorant, et l'on parle déjà de la fin de l'Union Européenne, comme on aurait à peine chuchoté la chute de l'Em-



Un séminaire sur le thème des MRE d'Espagne et d'Italie face à la crise s'est tenu fin mai à Rabat, en présence du ministre chargé des MRE, Abdellatif Maâzouz.

de masse.

«Marroquies» en détresse

Sans emploi, sans aides sociales ni aucune autre ressource financière, telle est la situation de près de la moitié des marocains résidant en Espagne, qui s'évalue en centaines de milliers d'individus. De quoi susciter la détresse au cœur d'une diaspora importante, pour qui l'État espagnol n'a que trop peu de solutions. Actuellement, près des deux tiers des jeunes marocains immigrés sont au chômage.

Sans emploi, sans aides sociales, telle est la situation de près de la moitié des Marocains résidant en Espagne.

pire romain.

Entre les deux rives, l'amitié hispano-marocaine, tissée au fil de l'histoire comme seules deux vieilles monarchies pourraient le faire, est requise par tous pour venir en aide aux MRE d'Espagne. Ce sont les petits soldats marocains qui souffrent le plus du principal fléau de cette guerre contre la récession: le chômage

Ces difficultés durent depuis le début de la crise financière de 2007. Depuis 2008, la communauté a perdu 95.000 emplois, soit plus d'un quart des emplois déjà existants avant la crise. Les hommes, qui représentent 65% de la communauté, sont marqués par la perte d'un tiers de leurs postes de travail, alors que 89%

d'entre eux étaient actifs en 2007.

Si le flux migratoire masculin a essentiellement été motivé par un besoin économique, les femmes marocaines, quant à elles, ont pour la plupart suivi un proche. En 2007, 41% d'entre elles étaient actives, les autres s'occupant généralement du foyer familial. Face au chômage massif de la gent masculine, les marocai-

LES MRE D'ITALIE

A l'aune des Espagnols, mais dans une moindre mesure, les 600.000 marocains d'Italie sont également touchés par la crise. D'ailleurs, le séminaire organisé à Rabat par le CCME fin mai dernier traitait également de la situation des MRE en Italie. Au sein de cette communauté marocaine, le taux d'activité est passé de 79,3% à 75,2% entre 2008 et 2009 pour les hommes, et de 27,8% à 23,7% chez les femmes. Ces chiffres ne cessent de baisser au fil des mois. Le taux de chômage des marocains est plus élevé que la moyenne, notamment chez les femmes dont 24,9% sont sans activité, contre 13% pour les autres femmes étrangères. En parallèle, les entrepreneurs marocains, qui contribuent à hauteur de 10% au PIB italien avec plus de 50.767 entreprises, sont tout de même fortement affectés par la conjoncture de crise. Une situation qui risque de s'aggraver à mesure que l'Italie suit les pas fatals de l'Espagne.

Sur les routes de Gibraltar

L'opération Marhaba 2012 a été lancée le 5 juin dernier afin d'accueillir les 2,5 millions de voyageurs attendus. Tout semble aller pour le mieux, si ce n'est que la tarification a été modifiée, depuis que la Comarit est absente de Gibraltar et que l'italien GNV y assure les allers-retours.

Dans le port de Tanger Med, il y a des Marocains qui passent ... L'ambiance aux frontières Nord aurait pu être chantée, tant elle reflète la situation critique des MRE d'Europe. Car cette année, l'opération Marhaba 2012, lancée le 5 juin dernier par la Fondation Mohammed V pour la solidarité ainsi que différents ministères afin d'accueillir les 2,5 millions d'émigrés attendus cet été, dévoile l'intérêt porté par le Maroc à sa diaspora.

Tous les moyens ont été mis en place pour faciliter le transit des MRE: 16 espaces d'accueil sont parsemés autour des grandes routes du Nord. Tanger Med a été doté d'un système de signalisation plus développé, d'une gare maritime s'étalant sur 4.500 mètres carrés et son terminal 3, destiné à la vente des billets, l'enregistrement et au contrôle des passagers à véhicule, a été réaménagé.

De même, médecins, assistantes socia-

les et cadres paramédicaux ont été mis au service des MRE, de Sète à Oujda, en passant par Naples, Al Hoceïma, Nador ou encore l'aéroport Mohammed V de Casablanca. Simplifier les procédures administratives, assister les passagers, fluidifier le transit, telles sont les priorités de cette opération, censée resserrer les liens des MRE avec leur pays natal.

Pourtant, l'Etat marocain a tardé à annoncer l'opération, et son silence était principalement dû à la crise causée par la Comarit. Du fait de son absence, c'est l'italien GNV qui assure cette année les voyages. Malheureusement, il n'applique pas la même tarification que son prédécesseur. Les voyageurs devront cette fois-ci gérer les mêmes problématiques que leurs pairs qui optent pour les voies aériennes.

L'envolée des prix

Une hausse de 20% des prix a été

annoncée cette année. Et pour cause: GVN, à la différence de la Comarit, présente des prix qui dépendent de la capacité de remplissage des bateaux. Auparavant, précise Ahmed El Farkous, président de l'association des usagers du port de Sète, «les périodes bleue, verte et rouge déterminaient l'ordre croissant des prix, tandis qu'aujourd'hui, la GNV applique le même principe de réservation que le low cost aérien».

Ainsi, au sein du même ferry reliant Sète à Tanger Med, on trouverait des passagers qui auraient payé 270 euros pour une voiture, et d'autres qui s'y seraient pris plus tard, auraient déboursé plus de 400 euros. Les prix peuvent même grimper à 700 euros pour un billet acheté le jour même du voyage. Les MRE qui rentreront cet été devront donc prévoir à l'avance l'achat de leur billet, et nombreux sont ceux qui auront la surprise d'une note salée une fois arrivés à la frontière. Quant aux usagers ayant acheté un billet auprès de la Comarit avant janvier 2012, et qui n'ont pas pu être remboursés par la société en crise, l'association présidée par M. El Farkous a décidé de se mobiliser auprès de GNV, qui a accepté de leur accorder 50% de réduction à la présentation desdits billets. Un geste gracieux qui ne sera pourtant applicable qu'à partir de septembre 2012, ce qui est compréhensible dans la mesure où l'italien effectuera l'essentiel de son bénéfice sur la période estivale. La ligne Tanger-Sète est la plus touchée par l'envolée des prix. Mais une légère hausse tarifaire a également été observée sur les autres lignes maritimes, tandis que le billet pour un passager à pied ne connaît pas de variation. Quant aux voyages aériens, la hausse se fera sentir



Près de 2,5 millions de voyageurs sont attendus cet été aux frontières du Royaume.

au niveau de la ligne Paris-Casablanca de laquelle s'est notamment retirée Air Arabia. Elle est aujourd'hui assurée par la Royal Air Maroc, Air France et Easyjet, ce dernier demeurant le seul transporteur low cost de la ligne, qui devrait certainement augmenter ses prix.

Le volume des voyageurs

La hausse des prix n'aura pas pour effet de réduire le nombre de voyageurs. «Les MRE seront certainement plus économes cette année, mais ils ne renonceront pas pour autant à rentrer au Maroc», rappelle M. El Farkous. En effet, les vacances au pays natal demeurent une habitude, un réflexe psychologique qui pousse les MRE à rentrer, ne serait-ce que pour quatre jours.

La crise financière qui touche la plupart des Marocains d'Europe affectera dans une moindre mesure leur retour estival: la durée de leur séjour sera certainement écourtée. Ceux qui avaient l'habitude de séjourner deux mois entiers au Maroc, n'y passeront qu'un mois.

En même temps, beaucoup d'entre eux souhaitent passer la période ramadanesque au Maroc, qui offre à leurs yeux de meilleures conditions socioéconomiques pour pratiquer le jeûne.

Ainsi, les 2,5 millions de voyageurs attendus devraient sans doute transiter par les ports du Nord et les aéroports nationaux. Le seul port de Tanger Med

Vers un retour définitif des MRE?

La question se pose notamment aux Marocains d'Espagne et d'Italie. Si la France est touchée dans une moindre mesure par la crise, on a pu constater, notamment dans le Sud de l'Hexagone, l'arrivée en masse de nombreux Marocains d'Espagne, venus y trouver du

Les MRE seront certainement plus économes cette année, mais ils ne renonceront pas pour autant à rentrer au Maroc

sera desservi par douze ferries dont quatre rapides, qui assureront 35 voyages quotidiens entre Tanger Med et Algésiras. Ils relieront également la pointe nord marocaine aux villes de Barcelone, Sète, Gênes et Livourne, pour un total de 3000 dessertes sur toute la saison estivale. Les nouveaux ferries sont également dotés de plus grandes capacités de transport.

travail. D'autres MRE d'Italie optent pour la Belgique ou la Hollande. Si le retour définitif des MRE au Maroc n'est pas officiellement prévu par le ministre Abdellatif Maâzouz, on peut imaginer que l'opération Marhaba 2013 sera nettement moins facile à gérer, surtout si la situation de la Comarit ne s'améliore pas d'ici là. ■



Le Palace d'Anfa

Situé dans l'un des plus beaux quartiers de Casablanca, le Palace d'Anfa vous accueille dans un cadre harmonieux et une ambiance chaleureuse.

171, Bd d'Anfa Casablanca - Maroc / Tél.: +212 (0) 22 95 42 00 / +212 (0) 22 95 43 00
Fax : +212 (0) 22 36 63 21 / +212 (0) 22 36 61 35 - Mail : resa1@lepalacedanfa.ma

www.lepalacedanfa.ma

Les Marocains de l'étranger
représentent pour le Royaume une
importante source d'entrée de devises.

Les enjeux de la crise

Le Maroc a autant besoin des MRE que les MRE ont besoin du Maroc. Ils représentent, en tant qu'émigrés, une importante source d'entrée de devises, et sont à l'origine de nombreux investissements tout aussi profitables. Peut-on s'offrir le luxe d'attendre le dénouement de la crise européenne pour s'occuper de ses MRE?

Il y a une décennie encore, les marocains de l'étranger étaient presque les canards boiteux du Maroc. Il a fallu attendre que le Roi Mohammed VI accède au trône pour que le blason des MRE soit redoré. Tout est fait pour les encourager à rentrer au pays, pour maintenir leur lien avec la terre natale. Cette initiative peut être saluée, encore faut-il rappeler qu'elle est portée par un intérêt économique majeur: en 10 ans, les MRE ont transféré plus de 465 milliards DH vers le Maroc.

La crise qui frappe l'Europe a eu ceci de bon: mettre en lumière la nécessité de renforcer le rôle de l'Etat face au MRE. Car ils sont, en quelque sorte, ce pétrole qui manque au Royaume. Celui-ci a d'autant plus intérêt à «dorloter» ses émigrés que la question de leur retour se pose, à l'heure où de nombreux Européens quittent le Vieux Continent pour investir en Afrique. C'est le cas notamment de jeunes entrepreneurs portugais qui choisissent le Mozambique

pour créer leur entreprise. Ils y trouvent un marché en effervescence, une main-d'œuvre jeune et motivée, et apportent leur savoir-faire à un pays qui connaît depuis dix ans une croissance annuelle moyenne de 7%. Si de jeunes diplômés européens optent pour une ancienne colonie qui présente l'avantage d'être lusophone, on peut aisément croire que de jeunes diplômés d'origine marocaine aient envie de faire carrière dans leur pays natal.

Fort d'une double culture, le Maroc est également une terre d'accueil pour une diaspora socialement marginalisée, qui y trouve à la fois l'occasion de renouer avec ses origines, et de mieux s'intégrer à la société. Pour ce faire, l'action de l'Etat marocain doit être orientée autour de deux axes: renforcer la coopération avec les pays d'accueil, et préparer le terrain à un éventuel retour définitif des MRE. Car nombreux sont ceux qui, avec ou sans crise, ont décidé d'investir au Maroc.

La crise ne stoppera certainement pas

l'immigration Sud-Nord, grand classique qui demeure encore, dans l'imaginaire collectif, un salut économique certain. Mais elle crée également une nouvelle dynamique migratoire Nord-Sud. Ceux qui se sont payés un aller simple vers l'Europe préparent leur billet du retour. Pour beaucoup, un pays pauvre émergent a mieux à offrir qu'un pays industrialisé malade. Et comme il demeure difficile de voir en l'Europe un avenir radieux, tout au mieux une longue convalescence, c'est une occasion à saisir pour le Maroc qui doit offrir, au-delà d'une campagne d'accueil estivale, une structure socio-économique globale pour lutter contre la fuite des cerveaux pour que ces hautes compétences aient l'envie et les moyens d'investir dans leur pays natal.

MRE, principale source d'entrée de devises

Les transferts de devises des MRE représentent 10% du PIB marocain. C'est dire leur importance, eux qui contribuent

nettement à alléger la balance des paiements. En 2011, 58,63 milliards de DH ont été envoyés au Maroc. Un montant en hausse de 7% par rapport à 2010, alors que les transferts avaient globalement baissé entre 2007 et 2009.

En 2010, plus de 40% des 54 milliards de DH transférés au Maroc étaient originaires de France. La prédominance de la France a tout de même baissé au fil du temps, puisqu'elle était de 66% en 1990, au profit de l'Italie (de 3% à 12%) et de l'Espagne (de 1% à 12%).

La reprise en hausse des transferts depuis 2010 trouve plusieurs justifications: d'abord, le coup de la crise a été essuyé en Europe de l'Ouest, notamment en France et en Belgique. Ensuite, le nombre de MRE en Espagne et en Italie a doublé en 10 ans. Enfin, au cours des dernières années, les flux migratoires se sont orientés vers de nouveaux pays: le Canada et l'Amérique du Nord, qui attirent des marocains hautement qualifiés, et les pays du Golfe où diaspora marocaine va en grandissant. Ainsi, en 2010, 1,77 milliard de dirhams ont été transférés d'Arabie Saoudite, 441,7 millions du Koweït et 299 millions du Qatar. La part des transferts en provenance de ces pays ne cesse d'augmenter: Elle est passée de 4% à 9% pour les pays du Golfe entre 1990 et 2009.

Au cours des quatre premiers mois de l'année 2012, les MRE ont transféré 17,7 milliards de dirhams, en hausse de 3,7% par rapport à la même période de l'année précédente. Globalement, ces transferts sont utilisés aux deux tiers pour les dépenses courantes, souvent pour aider les proches restés au pays. Mais une part grandissante est destinée à l'acquisition d'un logement et à l'investissement.

Le potentiel d'investissement des MRE

En 2005, plus d'un tiers des investissements des MRE au Maroc étaient destinés au secteur immobilier, et plus de 27% au commerce. La volonté est bien présente, et l'Etat marocain a saisi l'occasion pour mettre en place, dès 2009, le MDM Invest (Marocains du Monde Investissement), un fonds dédié



aux investissements des MRE au Maroc. Avec un apport personnel en devises de 25% du coût du projet, une aide de l'Etat à hauteur de 10% et un financement bancaire pouvant atteindre 65% du coût du projet, MDM Invest vise à favoriser l'injection de devises dans l'économie nationale.

Pourtant, après trois ans, le fonds n'a attiré que 16 projets, pour près de 127 millions de dirhams de fonds propres. Selon l'ex-ministre des Finances, Salaheddine Mezouar, grâce auquel le fonds a été mis en place, le succès escompté n'a pas été réalisé par souci de communication. Or c'est principalement l'origine des fonds propres qui pose problème. En effet, beaucoup d'investisseurs MRE ont été freinés par le fonds, notamment par le fait qu'il leur impose un investissement en devises, plus difficile à justifier auprès des douanes marocaines.

L'échec de MDM Invest reflète le manque de préparation de l'Etat à accueillir l'investissement des MRE. L'absence de concertation avec les associations qui représentent ces derniers se fait sentir. Pour Bouchaïb Rami, président du Club des investisseurs marocains de l'étranger (CIME), MDM Invest aurait dû proposer un système de points selon les sommes transférées, dont un certain seuil fixerait l'autorisation de finance-

ment. «La plupart des MRE porteurs de projets ont été freinés par l'entrée en devises des fonds propres, qu'ils ont préféré changer auprès des circuits informels».

Une autre solution peut être adoptée par l'Etat pour favoriser l'investissement des MRE au Maroc. Elle consisterait en l'obtention de taux d'intérêt préférentiels et d'un accompagnement administratif. A ce titre, M. Rami rappelle que les Centres Régionaux d'investissement (CRI) sont incomplets: «Ils devraient comprendre une équipe diversifiée, représentant à la fois les banques de prêt, des spécialistes de l'agriculture, de la pêche, du commerce ou encore de l'hôtellerie, et enfin des agents compétents pour faciliter les démarches administratives».

Car l'un des principaux freins à l'investissement au Maroc réside dans la complexité et la lascivité de l'administration marocaine. Les MRE, habitués aux systèmes administratifs européens, ne font pas confiance aux autorités marocaines et rechignent à leur confier leurs projets.

Enfin, si le retour définitif des MRE

Ces dernières années, les flux migratoires se sont orientés vers le Canada et l'Amérique du Nord

n'est pas encore à l'ordre du jour, ces derniers demeurent attachés à leur pays natal, et sont beaucoup plus sensibles à l'investissement régional. Développer un projet dans leur village d'origine fait partie des ambitions primaires de beaucoup de MRE. Car s'ils ne sont pas prêts à s'installer définitivement au Maroc, ils n'en demeurent pas moins insensibles à son développement socioéconomique.

Le CIME a notamment initié des caravanes informatives qui ont sillonné l'Europe pour entretenir le dialogue avec les MRE porteurs de projets au Maroc. Et c'est le rôle d'accompagnement de l'Etat marocain qui en ressort prioritaire. Encore faudrait-il qu'il se mette au service des MRE. C'est, finalement, la moindre des choses ...